

**Union européenne - Ukraine -
États-Unis - Entretien de M.
Matthias Fekl, secrétaire d'État
chargé du commerce extérieur, de la
promotion du tourisme et des
Français de l'étranger, avec
l'hebdomadaire «Le JDD»
(Paris, 05 février 2017)**

Q - Quel est le but de votre déplacement en Ukraine ?

R - Il avait deux motifs : l'un concerne la diplomatie économique. L'autre était de réaffirmer la présence française et européenne en Ukraine et l'attention que nous portons à la situation dans le Donbass. Ce qui se joue dans cette région, c'est la guerre ou la paix aux portes de l'Europe. Ce qu'il s'y passe est aussi une agression contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Mais il semblerait que ce soient plutôt les forces ukrainiennes qui mènent l'offensive ces jours-ci... Il ne s'agit pas d'accuser un seul acteur. Les accords de Minsk sont un engagement international qui fait peser des obligations sur les deux parties. Chacun a pleinement connaissance de ses obligations internationales et j'ai rappelé celles-ci aux autorités ukrainiennes à chacun de mes entretiens cette semaine.

Q - L'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui ne s'est pas montré très rassurant à l'égard de l'Ukraine, ne change-t-elle pas la donne ?

R - Les principales caractéristiques du nouveau président américain sont, chacun en convient, son imprévisibilité et son impulsivité. Cela fait effectivement peser de grandes incertitudes dans le monde entier.

Q - Cela vous inquiète-t-il ?

R - Cette situation force l'Europe à devenir enfin un acteur à part entière des relations internationales. Nous allons probablement assister à un retrait des États-Unis des affaires du monde avec, de temps à autre, des interférences ponctuelles répondant à une logique de défense de leurs intérêts nationaux immédiats. Face à cela, l'Europe et la France doivent plus que jamais être un facteur de stabilité dans le monde.

Q - Mais l'Europe peut-elle quelque chose face un possible axe Poutine-Trump ?

R - Bien sûr qu'elle le peut. Elle peut devenir demain le premier continent qui pose les règles pour soumettre la mondialisation au respect des droits sociaux et humains et qui intègre

pleinement l'écologie dans son modèle de production...

Q - Des messages que ne porte pas Donald Trump ?

R - Trump a prospéré sur la détresse des classes populaires et classes moyennes américaines, frappées par des années de néolibéralisme et de dérégulation. Mais la réponse qu'il apporte n'est pas la bonne. Regardez l'administration qu'il met en place : l'extrême droite présente partout, des climato sceptiques... Désigner à coups de tweets des coupables idéaux, livrer à la vindicte populaire un jour les musulmans, le lendemain une partie de la population ou un pays, tout cela ne fait pas non plus une politique. Cela fait peser un très fort risque d'instabilité sur le monde.

Q - Comment jugez-vous le protectionnisme économique façon Trump ?

R - Imaginer qu'un pays possède un avenir en se coupant du reste du monde ne correspond à aucune réalité. Face à cela, l'Europe doit en revanche savoir peser sur la mondialisation, et sortir de sa «servitude volontaire» vis-à-vis des États-Unis. Elle doit mettre un terme à la naïveté dont elle fait parfois preuve et appliquer pleinement le principe de réciprocité dans ses relations économiques.

Q - Sauf que Trump semble décidé à fragiliser une Europe déjà divisée. Comment l'en empêcher ?

R - Raison de plus pour que l'Europe s'affirme comme une puissance politique, économique et commerciale. L'essentiel, comme Jean-Marc Ayrault l'a rappelé, est de préserver l'unité européenne. Nous devons également permettre aux pays européens, notamment à l'Est, qui sont aujourd'hui très dépendants des États-Unis, de l'être moins demain. C'est tout le sens du défi que représente l'Europe de la défense. Après, il y a besoin aussi de construire l'Europe des différents cercles. Évoquée depuis de longues années, l'intégration européenne différenciée que j'appelle de mes vœux est désormais une urgence./.